

de discerner le nom inscrit sur leur bulletin de vote et qui seront la proie facile des plus audacieux ou des plus habiles. Et il faut avouer que c'est là une situation peu rassurante, car cette masse écrasante d'*analfabeti*, personnes ne sachant ni lire ni écrire, reste une inconnue menaçante. On ne sait pas si elle se tournera à droite ou à gauche, en un mot s'il sortira des futures élections la république ou la consolidation de la monarchie.

— Faire des prévisions est absolument impossible, et ceux qui connaissent le mieux le peuple italien s'en abstiennent prudemment. Il n'en reste pas moins vrai que M. Giolitti, après avoir jeté son pays à l'extérieur dans la guerre tripolitaine, lui prépare à l'intérieur un avenir bien incertain et qui peut devenir gros de conséquences pour le roi, et par répercussion naturelle pour l'Eglise. C'est ce dernier point de vue qui nous préoccupe, nous autres catholiques, qui voyons dans les événements ou l'action ou la permission de Dieu, mais ne savons pas si Dieu, pour notre bien, n'avance pas l'heure de ses justices.

— Il est impossible au moment actuel de prévoir la position que prendra la papauté dans ce conflit. Laissera-t-elle les électeurs catholiques aller aux urnes, se servir de leur influence auprès des paysans qu'ils pourraient diriger ? ou bien, conservant l'ancienne maxime *ni électeurs ni élus*, laissera-t-elle les choses marcher refusant au gouvernement du roi un appui qui consoliderait son trône, en envoyant à la nouvelle Chambre une majorité monarchique ? En raisonnant uniquement d'après les vues humaines, le premier parti paraîtrait acceptable. Mais il a été déjà plusieurs fois sous Léon XIII proposé au Saint-Siège, qui a toujours refusé de retirer le *non expedit*. L'attitude qu'on semble prendre au Vatican, de récents incidents qui sont peu de chose en eux-